

Le comité „NON à l'initiative anti-asile“

Documentation pour les médias

Conférence de médias
Vendredi le 11 octobre 2002 à 11.15 heures
à Berne, Palais Fédéral, salle 86

dene was guet geit

(Das ganze kann wiederholt werden.)

dene was guet geit
giengs besser
giengs dene besser
was weniger guet geit
was aber nid geit
ohni dass's dene
weniger guet geit
was guet geit

drum geit weni
für dass es dene
besser geit
was weniger guet geit
und drum geits o
dene nid besser
was guet geit

Mani Matter

Le comité „NON à l'initiative anti-asile“

Bref argumentaire et exigences

Le 24 novembre : NON à l'initiative anti-asile de l'UDC

Les réfugiés menacés et poursuivis dans leur pays doivent trouver asile chez nous. Ce principe de base ne sera plus applicable si l'initiative sur l'asile de l'UDC contre les réfugiés est acceptée le 24 novembre prochain : les réfugiés devront déposer leur demande d'asile partout ailleurs – mais surtout pas en Suisse. Celle ou celui qui essaiera malgré tout – d'après l'initiative – commettra un "abus en matière d'asile" et devra être renvoyé dans le dernier pays par lequel elle ou il a transité. Si ce pays n'en veut pas, les requérants d'asile seront punis par un statut précaire de séjour qui ne leur permettra en aucun cas de vivre normalement.

Nous voulons accepter les réfugiés et non les renvoyer

Tous sont touchés par l'initiative : les personnes poursuivies, torturées, traumatisées, les enfants non accompagnés, les femmes seules, les familles avec enfants, les malades et les personnes dépendant de soins. S'il est fait selon la volonté de l'UDC, ils n'obtiendront plus l'accès à la procédure d'asile s'ils sont entrés dans notre pays en passant par un "Etat Tiers sûr". La Suisse, de par son emplacement au milieu de l'Europe, est entourée d'Etats Tiers sûrs. Les réfugiés qui veulent atteindre notre pays par voie terrestre doivent donc obligatoirement y passer. La voie terrestre devient un piège, alors peuvent-ils se réfugier en Suisse par voie aérienne ? Ici aussi, l'UDC veut introduire un verrou : elle veut punir durement les compagnies aériennes qui transportent des passagers ne remplissant pas intégralement les conditions légales d'entrée dans notre pays.

Nous ne sommes pas dupe

L'initiative "contre les abus dans le droit d'asile" porte un nom trompeur. Par le mot "abus", il classe les requérants d'asile parmi les tricheurs et les criminels. Il suggère que les personnes qui fuient dans notre pays sont de moralité douteuse et médiocre. Si quelques délinquants se révèlent être des requérants d'asile, ce n'est pas une raison suffisante pour abolir le principe de l'asile.

Nous voulons rester fidèles à l'esprit de solidarité

L'UDC veut introduire en Suisse la réglementation de l'Etat Tiers la plus sévère d'Europe. Les autres pays vont s'insurger contre cette "exportation" effrénée de requérants d'asile. Ce projet implacable blesse une nouvelle fois l'esprit de solidarité.

La solidarité avec des êtres humains menacés et dont la vie est mise en péril ne doit pas être ruinée par la calomnie et la propagande diffamatoire.

C'est pourquoi nous défendons le droit d'avoir des droits! Engagez-vous pour le NON à l'initiative anti-asile!

Nous voulons une loi sur l'asile à visage humain

L'initiative anti-asile a déjà fait son effet avant d'être soumise en votation. Le Conseil Fédéral veut introduire une grande partie des propositions de l'initiative de l'UDC dans sa nouvelle révision partielle de la loi sur l'asile. Un rejet de l'initiative anti-asile doit être un signe clair au législateur. La loi sur l'asile doit être plus ouverte et plus humaine.

Nous voulons une Suisse ouverte au monde

Par son adhésion à l'ONU, la Suisse a clairement démontré qu'elle est ouverte au monde et qu'elle prend part au destin des êtres humains et des pays. Elle est fière de sa tradition d'aide humanitaire et de ses capacités de négociation dans des situations d'urgence aiguës. Mais la Suisse est aussi un pays riche, dont l'aisance est le fruit de la distribution inégale et inéquitable des ressources de la planète. Ressources dont la jouissance n'a pu être obtenue que par des moyens injustes et l'oppression de nombreuses populations. Etre ouvert au monde signifie, pour nous, ne pas fermer les yeux et notre pays devant la misère et l'injustice. Nous nous engageons pour les droits de l'Homme et une politique ouverte en matière d'asile et de migration.

Voilà pourquoi nous disons résolument NON à cette initiative sur l'asile méprisant l'être humain – entourer la Suisse de fil de fer barbelé ne nous intéresse pas !

Le comité „NON à l'initiative anti-asile“

Une punition particulière pour les réfugiés

Des milliers de requérants d'asile vivent aujourd'hui en Suisse avec une interdiction de travailler de durée illimitée. Les Roms du Kosovo, par exemple, dont la demande d'asile avait été rejetée mais qui ne pouvaient être expulsés (car les bombardements de l'OTAN pour des raisons "éthiques" les menaçaient physiquement et dans leur liberté) ont été, durant deux ans, soumis à cette interdiction de travailler. Cela signifiait que les Roms kosovars se trouvant en Suisse étaient obligés de rester inactifs durant des mois, voir des années, et de vivre de l'aide sociale bien en dessous du niveau de vie moyen suisse.

Complètement ringard?

Ce que l'UDC demande dans son initiative lancée en 1999 sous chiffre f), à savoir d'interdire aux requérants d'asile toute activité salariée autonome après une décision négative de dernière instance, a déjà été intégré en 1998 dans la révision totale de la loi sur l'asile (art. 43, al. 2, loi sur l'asile). Les conséquences concrètes pour les personnes touchées sont catastrophiques : ils vivent totalement en marge et souffrent du manque écrasant de perspectives. Les restrictions en matière de prestations médicales ou d'assistance, bien en deçà du minimum vital suisse, proposées sous lettres d) et e) sont déjà une réalité aujourd'hui ou seront adaptées aux exigences de l'UDC dans la révision partielle en cours de la loi sur l'asile. Aujourd'hui déjà, les prestations d'assistance sont fournies en nature ; aujourd'hui déjà, les autorités cantonales et communales déterminent quel médecin un requérant d'asile peut consulter et à quel moment il peut le faire. Dans les milieux bourgeois, on entend souvent que ces revendications sont aujourd'hui dépassées et ringardes. En réalité, la pratique, les ordonnances et la législation ont été constamment adaptées aux exigences de l'UDC. L'initiative a déployé ses effets bien avant la votation. Si l'UDC mène sa campagne avec pour slogan "fini les promesses en l'air", c'est pour mieux cacher que les autorités ont déjà mis en pratique la plupart des exigences de l'UDC. Seule la réduction des prestations médicales au service des urgences n'a pas encore été concrétisée!

Du provisoire à long terme pour les réfugiés

La réglementation de l'Etat tiers précarise de manière supplémentaire la vie des personnes persécutées et menacées. Par la réglementation de l'Etat tiers, l'initiative de l'UDC veut enlever à ceux qui n'ont pas pu être expulsés toute possibilité de voir leurs conditions de vie précaires s'améliorer. Comme l'asile ne sera plus accordé, les requérants, dont le renvoi n'est pas autorisé, devront

se contenter du statut plus que pénible de réfugiés provisoires et ce pour une durée indéterminée. L'octroi de l'asile permet tout de même une vie digne de ce nom, par ex : la possibilité d'accéder à la formation continue, l'accès illimité au marché du travail, la possibilité de voyager dans les pays voisins, de rejoindre des parents et, après 5 ans, d'obtenir une autorisation d'établissement. Mais l'octroi de l'asile n'est plus possible si on tient compte de l'initiative de l'UDC. Si les requérants d'asile tombent dans le deuxième cycle de la procédure, après que le renvoi dans un pays tiers n'ait pu être effectué, ils se retrouvent prisonniers du provisoire. Presque la moitié des réfugiés reconnus aujourd'hui sont universitaires ou hautement qualifiés. L'initiative de l'UDC ne leur permettra plus de s'épanouir professionnellement et de faire profiter notre société de leur précieuses ressources.

Anni Lanz, Solidarité sans frontières
Berne, 11 octobre 2002

Le comité „NON à l'initiative anti-asile“

Sous prétexte d'abus, l'UDC porte un coup fatal au droit d'asile

En demandant que l'on n'entre pas en matière sur des demandes d'asile présentées par des personnes arrivées chez nous en traversant des pays tiers « sûrs », l'initiative de l'UDC ne vise pas seulement les abus : elle vide de sa substance le droit d'asile lui-même. Comment, en effet, pénétrer en Suisse sans passer par un Etat tiers ? Le seul moyen est un vol direct, mais pas plus de 5% des requérants utilisent ce moyen de transport. De plus, s'ils le font sans disposer des papiers nécessaires (passeport, visa), l'initiative propose d'infliger des sanctions à la compagnie d'aviation qui les a transportés, l'obligeant de ce fait à se montrer intraitable vis à vis de ceux qui cherchent à fuir sans avoir pris le temps d'accomplir toutes les formalités nécessaires.

La question des « Etats tiers réputés sûrs » est déjà à l'ordre du jour depuis un certain temps. Elle fait partie des négociations que la Suisse poursuit avec l'Union Européenne pour son intégration dans l'espace Schengen. Bien que le principe de la réadmission dans un Etat de transit restreigne déjà drastiquement les possibilités d'accueil, l'initiative de l'UDC lui confère un caractère encore plus absolu, qui porte un coup fatal à un droit d'asile déjà bien affaibli. En pratique, plus aucune demande ne pourrait être examinée !

De plus, cette initiative postule que les « Etats tiers réputés sûrs » seront d'accord de reprendre sur leur territoire ceux que la Suisse refoule. Or rien n'est moins sûr. Déjà aujourd'hui, des demandeurs d'asile refoulés pour attendre à l'étranger la réponse à leur requête, ont été soumis à des transferts inimaginables, d'un coin à l'autre du monde, de Madrid à Cuba, dans un cas particulier, puis de Managua au Caire en repassant par Madrid. Cette errance désespérée est le sort qui les attend si par malheur l'initiative est acceptée. Mais il est aussi probable, s'il n'y a pas de réadmission possible dans un pays de transit où le requérant aurait pu présenter sa demande, que beaucoup seront condamnés à rester en Suisse sans obtenir le moindre statut puisque, selon l'initiative, les autorités ne pourront même pas entrer en matière sur leur cas. Ils viendront donc grossir le nombre des Sans papiers.

En la matière, les autorités fédérales ne font pas beaucoup mieux. Reconnaisant que 95% des demandeurs entrent illégalement en Suisse (selon le Message du Conseil fédéral sur l'initiative) elles accordent tout de même l'asile, bon an mal an, à environ 10% des requérants, et elles entendent maintenir cette proportion. C'est donc pour ce maigre contingent de réfugiés

statutaires que la Confédération s'engage à combattre l'initiative. Parallèlement, Berne rassure les milieux xénophobes en engageant de grandes manœuvres sur nos frontières, par exemple avec la France pour faire la chasse à quelques centaines de Roms, en faisant semblant d'examiner leur cas en accéléré, selon ce qu'on n'ose à peine nommer une procédure, puis en affrétant des charters en toute hâte pour les renvoyer dans leur pays d'origine. Pour quel destin ?... Les médias rendent compte de cette opération en termes militaires, comme s'il s'agissait de défendre notre pays contre une attaque ennemie...

Même s'ils ne correspondent pas toujours aux critères très restrictifs de notre loi sur l'asile, et même s'ils ont recours à des passeurs appartenant à des réseaux maffieux, les requérants ne viennent pas en Suisse par caprice ou par recherche du confort, ni pour abuser de notre générosité. Leurs motifs d'exil sont multiples, leurs parcours souvent chaotiques, mais c'est toujours la détresse qui les pousse. Et si parfois il leur manque quelques papiers, ce n'est ni par méchanceté, ni par malhonnêteté, ni même par calcul qu'ils les ont « perdus », mais parce qu'ils font ce qu'ils croient utile pour avoir une chance de s'en sortir. L'initiative de l'UDC n'entre pas dans cette logique : pour elle, les requérants sont tous des profiteurs qu'il faut décourager par tous les moyens. D'une certaine manière, on pourrait dire que pour l'UDC les « bons réfugiés » sont ceux qui ont pris soin de préparer leur voyage, de commander leur billet d'avion, de préparer leur dossier avec les preuves des persécutions subies, de se munir d'un visa. Ce sont ceux qui collaborent avec les autorités, qui se montrent courtois et reconnaissants ; bref ! ce sont ceux qui nous ressemblent ! Tous les autres seront traités avec un mépris mesquin et ne recevront qu'une assistance réduite, maintenue au-dessous du minimum vital défini par les critères de l'aide sociale.

Déjà dans les conditions actuelles, davantage désormais avec la révision en cours de la loi sur l'asile, mais de manière encore bien plus dramatique si l'initiative passe, l'illégalité n'est pas un choix mais une contrainte. Contrairement à ce qui paraît être le vœu le plus cher de l'UDC, avec cette initiative, il n'y aura pas moins d'étrangers en Suisse, mais plus de clandestins. L'illégalité du séjour de beaucoup d'étrangers qui se trouvent dans notre pays est intolérable aux yeux de certains, car ils y voient un signe de mépris pour nos lois, d'ingratitude pour notre générosité, voire d'impolitesse face à notre hospitalité. « Quand on est accueilli chez des gens qu'on ne connaît pas, on dit bonjour et on se présente », faisait remarquer un collègue conseiller national. C'est une vision qui ne tient pas compte des réalités de l'exil dans un monde qui a tendance à se barricader et à considérer la migration comme une menace

d'envahissement. Mais surtout, dénoncer la clandestinité tout en proposant en même temps des mesures qui restreignent les possibilités d'accueil de manière que plus rien d'autre que la clandestinité ne soit possible, c'est du pur cynisme !

Dans ces conditions, y a-t-il encore quelque chose à sauver ? Bien sûr ! Un NON déterminé à l'initiative de l'UDC est la seule manière de marquer la volonté de la majorité de la population suisse de rester ouverte à l'accueil de ceux qui fuient la misère, les catastrophes, les persécutions et les guerres. Ce NON permettra également de faire comprendre à nos autorités qu'elles font fausse route en adoptant une politique qui anticipe les désirs de l'UDC. Notre campagne doit faire échec non seulement à l'initiative de l'UDC, mais aussi aux lois discriminatoires, tracassières et exagérément restrictives que sont la loi sur l'asile et la loi sur les étrangers actuellement en révision.

Berne, le 11.10.02

Anne-Catherine Menétrey-Savary

ReferentInnenliste Komitee Nein zur Anti-Asyl-Initiative

08.10.2002

| name | vorname | adresse | plz | ort | mail | tel privat | tel büro | Sprache | Region | ganze CH |
|----------------------------------|----------------|-----------------------|------|-----------------|---------------------------|---------------|---------------|---------|----------|----------|
| Aeppli | Regine | Spiegelhofstrasse 28 | 8032 | Zürich | raeppli@sp-ps.ch | 01 262 41 61 | 01 241 66 88 | D | X | |
| Bühlmann | Cécile | Guggistrasse 17 | 6005 | Luzern | c.buehlmann@centralnet.ch | 079 469 90 02 | 041 310 31 79 | D/F/I | | X |
| Busch | Heiner | | | | heinerbusch@freesurf.ch | | | D | X | |
| Chappuis | Liliane | La Perrausaz 166 | 1727 | Corpataux | lchappuis@sp-ps.ch | 026 411 19 18 | 031 301 20 91 | F | X | |
| Ehrler | Guido | Rebgasse 1 | 4005 | Basel | oborer@datacomm.ch | | | D | X | |
| Fässler | Hildegard | Postfach 141 | 9472 | Grabs | hfaessler@sp-ps.ch | 081 771 44 83 | 081 771 14 51 | D | X | |
| Fehr | Jacqueline | Ackeretstrasse 19 | 8400 | Winterthur | jfehr@sp-ps.ch | 052 224 09 09 | 052 224 09 01 | D | X | |
| Fehr | Hans-Jürg | Pilatusstrasse 60 | 8203 | Schaffhausen | hjfehr@sp-ps.ch | 052 624 56 29 | | D | X | |
| Fehr | Mario | Im Sihlhof 14 | 8134 | Adliswil | mfehr@sp-ps.ch | 01 710 11 63 | | D | X | |
| Fetz | Anita | Mühlenberg 12 | 4010 | Basel | afetz@sp-ps.ch | 061 681 09 72 | | D | | |
| Garbani | Valérie | Case postale 125 | 2004 | Neuchâtel 4 | vgarbani@sp-ps.ch | 032 725 65 58 | 031 329 69 61 | F | X | |
| Gross | Andreas | Postfach 7175 | 8023 | Zürich | info@andigross.ch | 079 401 71 01 | | D + F | X | X |
| Hämmerle | Andrea | Rietberg Pratval | 7415 | Rodels | ahaemmerle@sp-ps.ch | 081 655 16 30 | | D | X | X |
| Hubmann | Vreni | Postfach | 8042 | Zürich | vhubmann@sp-ps.ch | 01 363 22 85 | | D | X | |
| Janiak | Claude | Münsterplatz 10 | 4102 | Binningen | cjaniak@sp-ps.ch | 061 421 95 62 | 061 421 05 95 | D | X | |
| Jossen-Zinsstag | Peter | Postfach | 3952 | Susten | pjossen@sp-ps.ch | 027 473 31 64 | 027 921 22 77 | D | X | X |
| Jutzet | Erwin | Ried | 3185 | Schmitten | ejutzet@sp-ps.ch | 026 496 20 62 | 026 322 37 37 | D + F | X | X |
| Maury Pasquier | Liliane | Avenue de Crozet 2 | 1219 | Châteleine | lmaury@sp-ps.ch | 022 796 05 16 | 022 796 05 16 | D + F | X | X |
| Menétrey | Anne-Catherine | ch. De la Planette | 1071 | St. Saphorin | acmenetrey@bluewin.ch | 021 921 08 70 | 079 449 59 01 | F | X | |
| Mungy | Patrice | 23, Louis Favre | 1201 | Genève | patrice.mugny@parl.ch | 079 637 77 38 | 022 800 38 48 | F | X | |
| Nideröst | Peter | Gartenhof 15 | 8036 | Zürich | nideroest@advogar.ch | | | D | X | |
| Pedrina | Fabio | Via Stazione | 6780 | Airolo | fpedrina@sp-ps.ch | 091 869 23 69 | 091 825 31 07 | Ital. | X | |
| Rechsteiner | Ruedi | Murbacherstr. 34 | 4056 | Basel | rrechsteiner@sp-ps.ch | 061 382 13 91 | 061 322 49 15 | D | X | |
| Schwaab | Jean-Jacques | Place Pépinet | 1002 | Lausanne | jschwaab@sp-ps.ch | 021 799 17 72 | 021 319 90 96 | D | X | |
| Sommaruga | Simonetta | Jurablickstr. 65 | 3095 | Spiegel b. Bern | ssommaruga@sp-ps.ch | 031 971 88 94 | 078 812 11 65 | D | X | |
| Teuscher | Franziska | Neubrückestr. 114 | 3012 | Bern | f.teuscher@bluewin.ch | 031 301 18 60 | 079 608 91 03 | D | X | |
| Tillmanns | Pierre | 20, rue Porchat | 1004 | Lausanne | ptillmanns@sp-ps.ch | 021 647 06 10 | | F | X | |
| Vermot-Mangold | Ruth-Gaby | Maulbeerstr. 14 | 3011 | Bern | gvermot@sp-ps.ch | 031 302 37 71 | 031 382 16 30 | D + F | X | X |
| Vollmer | Peter | Münzrain 3 | 3001 | Bern | pvollmer@sp-ps.ch | 031 312 06 10 | 031 359 23 35 | D | X | |
| Wyss | Ursula | Rabbentalstr. 83 | 3013 | Bern | uwyss@sp-ps.ch | 031 332 56 17 | 079 236 96 23 | D | X | |
| Zanetti | Roberto | Längmattweg 16 | 4563 | Gerlafingen | rzanetti@sp-ps.ch | 032 675 36 80 | 031 357 57 57 | D | X | |
| Zurkinden | Hubert | rue de la Carrière 20 | 1700 | Freiburg | zurkinden@gruene.ch | 026 424 93 44 | 079 653 88 73 | D+F | | X |
| Gegen schwarzen Rassismus | | | | | | | | | | |
| Mutombo | Kanyana | | | | kanyana@espaceweb.ch | 022 343 87 93 | | F | Romandie | |
| Villoz | Felicienne | | | | fveilloz@bluewin.ch | 032 342 22 73 | | F | Romandie | |
| Fröhlicher-Stines | Carmel | | | | csfroh@yahoo.com | 01 396 88 71 | | D + E | D-CH | |
| Loebell | Glenda | | | | gloebell@yahoo.com | 01 341 94 22 | | D + E | D-CH | |
| Topka | Jerome | | | | topkaj@gmx.net | 079 641 66 92 | | D + F | | X |

Komiteemitgliederliste "Nein zur Anti-Asyl-Initiative"

Stand 10.10.2002

| Anrede | Vorname | Name | Zusatz | Adresse | PLZ | Ort | | | | |
|----------|----------------|----------------|---------------------------|-----------------------|------|--------------|--|--|--|--|
| Herr | Ruedi | Baumann | Nationalrat Grüne | Inselmatt | 3262 | Suberg | | | | |
| Frau | Cécile | Bühlmann | Nationalrätin Grüne | Guggistr. 17 | 6005 | Luzern | | | | |
| Monsieur | Fernand | Cuche | Nationalrat Grüne | Les Prés | 2523 | Lignières | | | | |
| Monsieur | Nils | De Dardel | Nationalrat SP | | | | | | | |
| Herr | Hugo | Fasel | Nationalrat CSP | Juraweg | 1717 | St. Ursen | | | | |
| Frau | Jacqueline | Fehr | Nationalrätin SP | Ackeretstr. 19 | 8400 | Winterthur | | | | |
| Herr | Mario | Fehr | Nationalrat SP | | | | | | | |
| Mme | Valérie | Garbani | Conseillère nationale PS | Rue du Concert 2 | 2001 | Neuchâtel | | | | |
| Herr | Christoph | Geiser | Schriftsteller | Ländteweg 1 | 3005 | Bern | | | | |
| Frau | Ruth | Genner | Nationalrätin Grüne | Haumesser 16 | 8038 | Zürich | | | | |
| Frau | Maya | Graf | Nationalrätin Grüne | Unter der Fluh | 4450 | Sissach | | | | |
| Herr | Andreas | Gross | National-/Europarat SP | | | | | | | |
| Herr | Paul | Günter | Nationalrat SP | | 3707 | Därlichen | | | | |
| Herr | Remo | Gysin | Nationalrat SP | Petersgraben 49 | 4051 | Basel | | | | |
| Frau | Pia | Hollenstein | Nationalrätin Grüne | Axensteinstr. 27 | 9000 | St. Gallen | | | | |
| Frau | Natalie | Imboden | Zentralsekretärin SGB | Sulgenheimweg 17 | 3007 | Bern | | | | |
| Herr | Claude | Janiak | Nationalrat SP | Hauptstrasse 104 | 4102 | Binningen | | | | |
| Herr | Josef | Lang | Historiker/Kantonsrat | Bleichimattweg 2 | 6300 | Zug | | | | |
| Frau | Anni | Lanz | solidarité sans frontière | | | | | | | |
| Herr | Peter | Liatowitsch | Advokat/Notar/Mediator | Elisabethenstr. 28 | 4010 | Basel | | | | |
| Herr | Claudio | Marti | Zentralsekr. JUSO CH | Postfach 8208 | 3001 | Bern | | | | |
| Frau | Joy | Matter | alt Gemeinderätin | Weidenaustrasse 15 | 3084 | Wabern | | | | |
| Mme | Anne-Catherine | Menétrey | Nationalrätin Grüne | Ch. De la Planette | 1071 | St. Saphorin | | | | |
| Monsieur | Patrice | Mugny | Nationalrat Grüne | 23, Louis Favre | 1201 | Genève | | | | |
| Frau | Nattiel | Marlis | Studentin | Rossfeldstrasse 40 | 3004 | Bern | | | | |
| Monsieur | Jean-Claude | Rennwald | Conseiller national PS | Case postale 140 | 2830 | Courrendlin | | | | |
| Herr | Kaspar | Suter | Pol. Fachsekretär SPS | Feldstrasse 40a | 4123 | Allschwil | | | | |
| Frau | Franziska | Teuscher | Nationalrätin Grüne | Neubrückstr. 114 | 3012 | Bern | | | | |
| Frau | Ruth Gaby | Vermot Mangold | Nationalrätin SP | | | | | | | |
| Herr | Tim | Walker | Rechtsanwalt | Hinterdorf 27 | 9043 | Trogen | | | | |
| Herr | Christian | Winiger | lic.iur./Gemeinderat SP | untere Hardegg 27 | 4600 | Oltten | | | | |
| Herr | Hubert | Zurkinderen | GS Grüne Schweiz | rue de la carrière 20 | 1700 | Freiburg | | | | |

Mitgliedorganisation

Stand 10.10.2002

| | |
|--|--|
| CaBi | Linsenhühlstr. 4 9000 St. Gallen |
| Antirassismustreffpunkt St. Gallen | |
| Politische Frauengruppe St. Gallen | |
| Zürcher Freiplatzaktion | |
| Europäisches BürgerInnenforum/Forum Civique Européen | Pf. 42, 4004 Basel |
| C.E.D.R.I Comité européen pour la defense des refugies et immigrants | Pf. 42, 4004 Basel |
| DJS Demokratische Juristinnen und Juristen Schweiz | Neuengasse 8, 3011 Bern |
| Frauenrat für Aussenpolitik, FrAu | Geht auch über Sosf |
| Schweizerischer Friedensrat | Gartenhofstr. 7 Postfach, 8023 Zürich |
| Frauen für den Frieden CH | Postfach, 6000 Luzern 15 |
| BASTA! Basel | Rebgasse 1, Pf, 4005 Basel |
| Interprofessionelle Gewerkschaft der ArbeiterInnen, IGA, Basel | Greifengasse 7, 4085 Basel |
| Grüne Partei BS | |
| CRAN, Carrefour de Réflexion et d'Action contre le Racisme Anti-Noir | c.p. 6145, 3001 Berne |
| FIZ Fraueninformationszentrum für Frauen aus Afrika, Asien, | Badenerstrasse 134, 8004 |
| Solidarité sans frontières | Neuengasse 8, 3001 Bern |
| Grüne Partei Schweiz | Neuengasse, 3011 Bern |
| Sozialdemokratische Partei Schweiz | Spitalgasse 34, 3001 Bern |
| Schweizerischer Gewerkschaftsbund | Postfach 64, 3001 Bern |
| FGS Frauengewerkschaft Schweiz | Bollwerk 39, 3011 Bern |
| Comedia | Postfach 3001 Bern |
| GBI | Zürich |
| Forum gegen Rassismus | Neuengasse 8, 3011 Bern |

Kulturschaffende

| | |
|---|--|
| Erica Brühlmann-Jecklin | |
| Jürgmeier | |
| Judith Giovanelli-Blocher | |
| Thea Uhr-Schrempp | |
| Peter Zeindler | |
| Martin R. Dean | |
| Ernst Born | |
| Joy Matter, alt Gemeinderätin Stadt Bern, Präsidentin der Stiftung Gertrud Kurz | |
| Manfred Züfle | |
| Stefan Keller | |
| Maja Beutler | |
| H.P. Gansener | |
| Christoph Geiser | |